

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Les fonctionnaires, ca ne coûte pas, ça rapporte à toutes et tous

- Social - Services publics -

Date de mise en ligne : lundi 10 décembre 2007

Démocratie & Socialisme

Les fédérations de la fonction publique de façon unitaire (CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU, Solidaires, CFTC), appellent à une grève dans l'ensemble de la fonction publique (FP) sur les salaires, l'emploi, la défense du service public, de ses missions et du statut de la FP.

Aujourd'hui, le Président de la République a raison, il y a bien rupture : cette rupture n'est pas synonyme de progrès social, mais de régression. Pour nous, le service public ne doit pas être considéré comme un coût pour la société mais comme producteur de valeurs d'usage, de lien social, de potentialités de développement économique, en prenant en compte les questions environnementales et de démocratie.

La politique actuelle vise à réduire le service public aux politiques sécuritaires, à aider le marché à faire et à un simple filet de protection pour les plus démunis et encore.

C'est dans cette optique que le Président de la République a lancé une nouvelle étape de la réforme de l'Etat : la RGPP (révision générale des politiques publiques). L'objectif affiché est la réduction des dépenses publiques (Etat, Collectivités territoriales, organismes sociaux). La question des effectifs et des salaires dans la FP rentrent dans ce cadre.

Les fonctionnaires et agents publics seraient-ils bien payés

?

Ces dernières années, il y avait une indemnité compensatrice pour que le minimum FP atteigne le SMIC ! Le traitement (salaire indiciaire hors primes) est au 1 septembre 2007 : Aujourd'hui, le minimum FP est au niveau du SMIC : Globalement les salaires, public par rapport au privé sont : A noter aussi qu'une partie du salaire dans la FP relève de primes (souvent de 10 à 30 % de la rémunération) non prises en compte pour les retraites.

La question salariale est la même pour le public et pour le privé : quelle répartition des richesses ? Une vraie politique de gauche doit évidemment prendre en compte cette problématique pour imposer une répartition plus juste des richesses entre salaire / profits et par l'impôt.

L'évolution du pouvoir d'achat, de quoi parlons-nous

Pour nous l'évolution du pouvoir d'achat se mesure par l'évolution de la valeur du point d'indice, base du traitement avec la grille indiciaire, seule valeur de portée générale. Par contre le gouvernement mesure l'évolution du pouvoir d'achat en prenant en compte les évolutions de carrières, annexant ainsi les évolutions individuelles de qualifications et compétences, quand elles sont reconnues.

Pour 2006, les chiffres du Budget donnent une évolution du pouvoir d'achat dépendant pour 50 % des mesures individuelles, pour 19 % des mesures statutaires et indemnitaires et seulement pour 31 % de l'augmentation de la valeur du point.

Tout en conservant la grille indiciaire définie par le statut, nous sommes entrés dans un système individualisé. Avec la RGPP, cela va encore plus loin avec la rémunération à la performance. La part du salaire fixe sera réduite au minimum et le reste de la rémunération dépendra de primes liées à la performance de chacun.

Dans le vécu quotidien, le pouvoir d'achat baisse. Le ministère du Budget (chiffres octobre 07) précise que la valeur du point, entre 1998 et 2005, a cru de 6,43 % et l'indice des prix hors tabac de 11,2 %. Cela ne l'empêche pas de déduire avec ses calculs que la rémunération moyenne des personnes en place a progressé de 29,6 % sur cette période !

La bataille porte bien sur des questions de fonds : montant de la rémunération et mode rémunération. Le gouvernement entend individualiser la rémunération et ses augmentations. Les hausses ne seraient plus générales mais au cas par cas, selon le mérite, la performance dans une masse salariale en réduction. C'est cette vision très libérale que les fonctionnaires et agents publics combattent.

Les fonctionnaires coûtent cher aux budgets publics

Dans une période où la baisse des dépenses publiques est recherchée envers et contre tout, la solution avancée pour réduire la dette et le déficit publics : la réduction de la masse salariale. Plutôt qu'une réalité économique, c'est surtout une position idéologique sur l'organisation de la société.

Pour l'ensemble des administrations publiques, les dépenses de personnels s'élèvent à 235 Mds Euros en 2006, cela représente 13,1 % du PIB contre 13,8% en 1996...

Pour la FPE, le nombre d'agents au projet de loi de finances (PLF) 2008 est de 2 219 035 (avec les budgets annexes). Pour la FPT, il y a environ 1 573 000 agents et pour la FPH 992 000 agents (chiffres 2004). La part de l'emploi fonction publique est de 21 % et la part du privé de 71 % dans la population active.

Le budget de l'Etat 2007 est de 267 Mds Euros dont 86,9 Mds Euros pour les dépenses de personnel (hors pensions). Pour ces dépenses, 1 point d'indice fonction publique @ 800 MEuros Le non-remplacement d'un départ à la retraite sur 2 @ environ 900 MEuros d'économie / an (en année pleine) (458 millions Euros prévu au PLF 2008) donc 450 MEuros après rétrocession de la moitié aux agents.

D'après la direction du Budget, au bout de 5 ans, cet effort de réduction des effectifs permet de compenser la hausse annuelle de la charge de la dette aux taux d'intérêts actuels. La dette totale de la France est d'environ 1221 Mds Euros. Ce n'est pas en supprimant des fonctionnaires que la dette sera remboursée mais rien n'est impossible ... il ne faudra que 2713 ans !

Ainsi, dans le PLF 2008, il est annoncé 22 921 suppressions nettes de postes (ETP).

Le deal du Président de la République est particulièrement inacceptable : si les fonctionnaires veulent gagner plus, il faut qu'ils soient moins nombreux, donc qu'il y ait moins de service public pour les usagers !

C'est tout le sens de la réforme en cours de révision générale des politiques publiques (RGPP).

C'est dans cette logique générale que se situent les 4 propositions gouvernementales faites le 26 octobre 2007 avec aucune augmentation de la valeur du point d'indice :

- ▶ Une indemnité pour les agents en sommet de grade depuis 5 ans (700 Euros bruts catégorie A et 400 Euros catégories B, catégorie C déjà fait) pour environ 75000 agents concernés
- ▶ Une mesure en faveur des agents de l'encadrement pour traduire le principe " travailler plus pour gagner plus " avec le rachat de 4 jours de RTT 2007 pour ceux titulaires d'un compte épargne temps soit potentiellement 140 000 agents de la FPE et 35 000 de la FPT si accord de la collectivité (pour 4 jours : 500 Euros pour un agent de catégorie A, 320 Euros pour un B, 260 Euros pour un C)
- ▶ une mesure d'extension des heures supplémentaires (HS) à des agents jusque là exclus du dispositif TEPA au sein de la FPE et de la FPT. Les agents de catégories B pourront effectuer des HS (environ 200 000 agents concernés pour la FPE).
- ▶ une mesure spécifique pour la FPH : le paiement d'une partie des HS en stock. Les heures supplémentaires non payées et non récupérées au sein de la FPH feront l'objet d'un premier paiement, sur une base volontaire, à hauteur de 30 % avec une enveloppe spécifique de 130 M Euros.

Quelques mesures ciblées pour certains contre des suppressions d'emplois et avec une masse salariale en réduction ! Nous voulons le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et des salaires décents, reconnaissant les qualifications et compétences de tous les agents.

Nous refusons les suppressions d'emplois qui conduisent à moins de service public rendus aux citoyens et à des mauvaises conditions de travail, à plus de stress pour les agents.

Conclusion

Dans la FP, c'est aussi "travailler plus et gagner moins ", c'est moins de service public. Face à cette évolution majeure du service public, à la problématique salaire / effectif, une mobilisation importante s'impose. Cette journée concerne les fonctionnaires et agents publics, mais aussi tous les citoyens C'est bien le modèle social français qui est en cause avec quelle répartition des richesses, quel service public, quel gestion et rémunération des salariés.

Il est important que le Parti socialiste soutienne pleinement cette journée d'action contre la politique libérale de Sarkozy mais aussi en proposant un vraie alternative sociale et économique de gauche, offrant un débouché politique aux actions revendicatives.

Didier Lassauzay